

M. Dufresne: Certaines gens, monsieur le président, prétendent que ce n'est pas avantageux pour la province de Québec, mais cette exploitation considérable de nos ressources apporte chez nous non seulement des taxes sur les corporations, mais la création de milliers d'emplois; elle assure l'expansion continue de notre économie et crée également de nouvelles industries dans une région si longtemps délaissée par nos amis les libéraux. Les taxes sur les corporations seraient encore plus nombreuses, monsieur le président,...

M. Boisvert: Parlez du pipe-line.

M. Dufresne: ... si les centralisateurs d'Ottawa n'enlevaient pas aux provinces les meilleurs impôts. Nous souhaitons, nous de la province de Québec, la bienvenue aux capitaux américains lorsqu'il s'agit de faciliter la mise en valeur de nos ressources naturelles, sous le contrôle de ceux à qui ces ressources appartiennent et dans le meilleur intérêt des gens de la province et de mon pays.

Mais, quel contraste, monsieur le président, avons-nous actuellement sous les yeux? Dans le Québec, nous nous servons de capitaux américains pour exploiter nos richesses naturelles à notre avantage. Plus de 300 millions ont été attribués et affectés à l'exploration de notre minerai de fer et à son exploitation; en fait, plus de 125 millions ont été employés à la seule construction du chemin de fer reliant Sept-Îles à Knob-Lake. Certaines gens prétendent qu'il est vendu à 1c. la tonne; je défie qui que ce soit de le prouver, car la province de Québec retire 75c. la tonne pour ce minerai de fer exploité actuellement dans nos mines de l'Ungava.

M. Boisvert: Parlons du pipe-line.

M. Dufresne: Quand j'en parlerai, ce sera peut-être encore moins intéressant pour vous et, je demanderais à mon honorable ami de Nicolet (M. Boisvert) de ne pas se fatiguer en attendant.

M. Boisvert: Il n'y a rien de fatigant pour moi quand vous parlez.

M. Dufresne: Monsieur le président, voici ce qui se passe présentement à Ottawa. Le gouvernement, grâce à sa majorité servile, et contrairement au désir du peuple canadien et malgré ses protestations,—nous n'avons d'ailleurs qu'à lire les journaux pour nous en convaincre,—s'empare de 80 millions de l'argent des contribuables canadiens, les prête à des étrangers, des chevaliers de l'industrie du Texas, amis du très honorable ministre du Commerce (M. Howe), qui viendront au Canada s'enrichir à même les sueurs et le travail de nos compatriotes.

Il y a là une flagrante contradiction, monsieur le président, et il est temps que le

[M. Dupuis.]

peuple canadien sache de quel côté siègent ceux qui, par des attitudes contradictoires que je ne qualifierai pas, parce que les expressions que je pourrais employer ne seraient pas parlementaires, sont peu respectueux et peu soucieux de la vérité.

Nous du Québec exploitons,—je le répète,—nos ressources naturelles au moyen de capital américain, grâce à un projet approuvé par le peuple du Québec et tous les Canadiens sérieux et bien pensants. Toutefois, ce qu'il y a de plus étrange,—et je me demande, monsieur le président, si vous avez bien remarqué ce qui se passe actuellement à la Chambre et un peu plus loin que la capitale,—c'est que dès les débuts de ce projet, c'est-à-dire lorsque les capitalistes américains se sont rendus dans la province de Québec et ont commencé à procéder à l'exploration et l'exploitation de ces vastes ressources naturelles, il y a un homme qui s'est levé dans cette Chambre pour contredire ceux qui critiquaient le projet et pour affirmer que c'était là la seule solution possible pour le "développement" de nos ressources naturelles. Il parlait alors avec autorité, puisque le très honorable premier ministre et député de Québec-Est (M. St-Laurent) approuvait de ce fait l'exploitation de ces régions et vantait la clairvoyance dont faisait preuve celui qui dirige présentement les destinées de la province de Québec en utilisant ces capitaux.

Qu'avons-nous vu alors? A la suite de cette déclaration, tous les députés libéraux, particulièrement ceux de la province de Québec, se sont empressés d'applaudir à tout rompre la déclaration de leur chef, le très honorable premier ministre. Et que voit-on aujourd'hui? En face de quel spectacle se trouve-t-on? Les mêmes députés qui applaudissaient alors le très honorable premier ministre adoptent actuellement, au cours de la campagne électorale du Québec, une attitude tout à fait contraire, puisqu'ils appuient le chef libéral provincial, qui continue à faire ses déclarations écervelées, insensées et ridicules sur le projet de l'Ungava, et l'applaudissent à tout rompre...

(Traduction)

M. Boisvert: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Une voix: Il n'y a pas matière à un rappel au Règlement.

M. Boisvert: Si, il y a matière à un rappel au Règlement. Alors qu'il n'est pas question des élections provinciales du Québec en ce qui concerne le bill à l'étude, le député parle de la campagne électorale qui se déroule actuellement dans le Québec.